



Mutations socio-économiques et dynamique foncière liées à l'abandon de la cotonculture dans la sous-préfecture de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire)

¹ KRA Kouakou Valentin, ² KOFFI Simplicie Yao, ³ OURA Kouadio Raphael

¹ Socio-économiste, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

² Géographe, Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire

³ Géographe, CRD, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire

Abstract

Following the reduction of the area of intervention of the CIDT in september 1998, and the rebellion in Côte d'Ivoire from 2002, the cotton sector is facing a crisis in the sub-prefecture of Yamoussoukro. The Regional Office of the CIDT of Bouaflé and the Zatta cotton ginning factory which covered this locality were forced to stop their activities. This situation has important socio-economic and land impacts. Thus, there is a reconversion of actors in the sector; through the exploitation of new speculations by ex-cotton producers, the use of former factory workers for agriculture and the marketing of food which was formerly intended for family consumption. At the land level, the lowlands which were once neglected are more and more coveted and there is a great deal of marketing of agricultural land. At the analysis, this crisis, which is harmful for cotton, is presented as a driver of the development of the food and market gardener in the locality. In addition, it has transformed the social organization and land management rules. From then on, it is interpreted as a factor of social change in the locality.

Keywords: cotton farming, land, crops, mutations, food, social change, yamoussoukro

1. Introduction

Cet article est le résultat d'une recherche menée en 2012 dans la sous-préfecture de Yamoussoukro dans le cadre d'une étude en milieu rural. Elle a été actualisée et peaufinée avec des enquêtes sur le terrain en 2016 et 2017. En effet, la situation agricole dans cette localité connaît ces dernières années des changements importants. C'est une zone connue pour la production de cultures pérennes ; notamment le binôme café-cacao. Mais en raison de sa situation géographique de zone de transition forêt-savane, le coton y a aussi connu un développement avant de sombrer dans une crise à partir de 2002^[1]. De même, le café et le cacao ont connu une réduction significative de leurs superficies de sorte qu'ils sont confinés, désormais, dans l'extrême sud de la sous-préfecture. Aujourd'hui le maraîcher et le vivrier marchand sont les principales spéculations agricoles de la localité. Cette situation est due à l'urbanisation rapide de Yamoussoukro, à la poussée démographique dans les campagnes et surtout à l'avancée de la savane sous l'effet des conditions bioclimatiques (longues sécheresses) et l'action anthropique (incendies de forêts, défrichements). Alors que la zone devenait moins adaptée aux cultures pérennes, intervenait la Compagnie Ivoirienne de Développement des Textiles (CIDT) dont le concours et la création de l'usine d'égrenage de coton dans la région ont provoqué des mutations au sein du monde paysan. Le coton a été très vite adopté comme culture commerciale et a permis la

mise en valeur des jachères abandonnées ou peu exploitées. Cependant, le désengagement progressif de l'Etat, la fermeture de la Direction Régionale de la CIDT de Bouaflé^[2] et de l'usine d'égrenage de Zatta ainsi que l'instabilité des prix ont conduit à une crise dans la filière cotonnière depuis plus d'une décennie. Cette crise a eu pour conséquence l'abandon de la cotonculture dans la sous-préfecture de Yamoussoukro. De plus en plus, les paysans s'intéressent au maraîcher et au vivrier marchand comme stratégie adaptative à la crise.

De ce qui précède, deux questions essentielles nous interpellent : Comment se présentent les mutations socio-économiques liées à la crise de la cotonculture dans les campagnes de Yamoussoukro ? Quelles en sont les incidences sur la scène foncière ? Comment s'interprètent ces changements en cours dans cette localité ?

A travers cette étude, il s'agit d'une part d'identifier les mutations socio-économiques et foncières induites par la crise de la filière coton dans la sous-préfecture de Yamoussoukro, et d'autre part d'analyser les implications de ces changements dans cette localité.

Techniques et méthodes mobilisées

L'article se situe dans une perspective d'évolution et de gestion de l'agriculture, de mutations socio-foncières comme problématique du développement rural. Nous avons centré nos activités de recherches sur la Région du Bélier et plus

¹ A partir de septembre 2002, la Côte d'Ivoire sombre dans une crise militaro-politique qui a eu des conséquences néfastes sur l'agriculture des régions Nord, Centre et Ouest du pays.

² La Direction Régionale de la CIDT de Bouaflé coordonne la filière cotonnière de la zone de Yamoussoukro

précisément sur Yamoussoukro, avec comme village d'enquête Kpoussoussou et Zatta. Les principales cibles sont les ex-cotonculteurs et les ex-employés des structures cotonnières locales. Les cibles secondaires sont les agents du Ministère de l'agriculture et de l'ANADER. Nous avons privilégié l'approche mixte (qualitative et quantitative). Outre la recherche documentaire, nous nous sommes servis des outils de la MARP^[3] (l'arbre à problème, les interviews semi-structurés, arbre à problème) et d'un questionnaire pour la collecte des données sur le terrain. Ces données ont été analysées à l'aide de la méthode comparative et l'analyse de contenu.

L'étude se propose d'analyser les stratégies adaptatives sous-jacentes à ces mutations agricoles ainsi que la nouvelle dynamique socio-foncière qui en découle. Il est question pour nous de repérer les indicateurs de changements, d'innovations induites par la nouvelle situation agricole dans la sous-préfecture de Yamoussoukro.

2. Resultats

2.1 Les mutations socio-économiques induites par la cotonculture dans la localité

Le "déclin" de la cotonculture a eu des impacts socio-économiques dans la région de Yamoussoukro. Les plus importantes de ces mutations sont perceptibles au niveau de la reconversion des acteurs de la filière coton, la réorganisation sociale du travail et l'émergence des jeunes et des femmes.

2.1.1 De la crise dans la filière cotonnière à la reconversion des acteurs

La filière cotonnière connaît une crise dans la zone de Yamoussoukro à partir des années 2002. Cette situation donne lieu à une reconversion des producteurs et autres acteurs du domaine.

2.1.1.1 La crise dans la filière cotonnière

Suite à la crise économique des années 80, des programmes d'ajustement structurel (PAS) furent imposés par les institutions de Bretton Woods (FMI et Banque Mondiale) à des Etats africains dont la Côte d'Ivoire. A cet effet, un programme de privatisation des entreprises du secteur parapublic est initié par l'Etat ivoirien en 1994. Parmi elles, figure la CIDT qui dès septembre 1998, voit ses actifs séparés en trois lots : le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Centre. Les deux premiers lots sont respectivement confiés à La Compagnie Cotonnière Ivoirienne (LCCI) et à Ivoire Coton (IC). Seul le Centre reste sous la gestion de la CIDT Nouvelle avec un capital social de 7,2 milliards de francs CFA détenu à 70% par l'Etat Ivoirien et 30 % par l'Etat français. Dans ce contexte, on note une forte diminution de la production traitée par la CIDT Nouvelle en 2000/2001. Cette situation est due non seulement à la réduction du champ géographique d'intervention de cette société mais surtout en raison de la forte influence des cultures pérennes sur la production cotonnière dans les zones de Yamoussoukro, Bouaflé et Zuenoula. De plus cette zone de rencontre forêt-savane enregistre des pluviométries relativement importantes qui impactent négativement l'activité cotonnière. En outre, à partir

de septembre 2002, la Côte d'Ivoire connaît une crise militaro-politique qui scinde le pays en deux. Sa zone Nord et donc une bonne partie du champ d'intervention de la CIDT Nouvelle^[4] est occupée par la rébellion. Cela exacerbe les difficultés que connaît cette entreprise ; surtout qu'avec la rébellion armée, l'autorité de l'Etat est mise à mal et même désobéie dans ces localités. Dès lors les entreprises publiques et parapubliques situées dans cette zone septentrionale du pays ont des difficultés à fonctionner.

Ces problèmes sus-mentionnés entravent le fonctionnement de la CIDT Nouvelle, qui finit par arrêter ses activités au niveau de sa Direction Régionale de Bouaflé et également par fermer son usine d'égrenage de Zatta en 2008. A partir de cette date, les activités cotonnières dans ces deux localités subissent une véritable baisse. Il en résulte l'abandon de ces activités par les acteurs. Au nombre de ceux-ci figurent les cotonculteurs eux-mêmes et les employés des structures cotonnières (CIDT, usine d'égrenage, coopératives).

2.1.1.2 La reconversion des cotonculteurs

En raison des difficultés que traverse la filière coton, les cotonculteurs se sont tournés vers le maraîchage, le vivrier marchand et l'anacarde. Ces spéculations connaissent ces dernières années une augmentation remarquable du nombre de producteurs et des superficies cultivées. De quinze (15) maraîchers et huit (8) planteurs d'anacardiens à zatta en 2012, l'on est passé à vingt et un (21) maraîchers et quarante trois (43) producteurs d'anacarde en 2015. Ainsi, en plus des autres producteurs de vivriers et de maraîchers, se sont ajoutés la plupart des ex-producteurs de coton. Parmi eux figurent les populations autochtones et des allogènes. Initialement producteurs de café et de cacao, les autochtones se sont "essayés" à la culture du coton à la faveur des actions de la CIDT et également par imitation des allogènes. Pour ces autochtones, la culture du coton fut en quelque sorte associée aux autres spéculations que sont le café, le cacao et le vivrier. Bien que n'étant pas une activité intégrée au sein de ce groupe, cette activité a été une source non négligeable de revenu et a contribué à modifier les pratiques culturelles. Le taux de producteurs était relativement faible et variait de 02 à 08% des paysans. Les chefs d'exploitation étaient essentiellement les chefs de ménage (à 99,5%) comme cela l'est pour les cultures pérennes.

Les allochtones^[5] et allogènes^[6] étaient véritablement impliqués dans cette production cotonnière où ils représentaient 92% des producteurs. Ils ont pour la plupart une expérience dans la culture du coton qui est surtout l'une de leurs principales activités agricoles ; comme cela est le cas de S.A.^[7] : « Avant j'étais ouvrier à Yamoussoukro. Quand mon travail est gâté, j'ai cherché place derrière Kpoussoussou pour faire coton. Chez nous au Burkina, c'est travail de coton tout le monde fait. Donc, je connais bien travail de coton là avant de venir ici ».

Forts des expériences en matière de techniques agricoles

⁴ Les zones les plus productives de la CIDT nouvelle que sont Bouaké, Mankono, Vavoua et Séguéla sont en zone sous contrôle de la rébellion.

⁵ Les allochtones sont en général les malinké et sénoufo des zones de savane du nord de la Côte d'Ivoire.

⁶ Les allogènes sont les immigrés burkinabé et maliens.

⁷ S.A. est un allogène burkinabé rencontré dans le bas-fond de Kpoussoussou.

³ Méthode Accélérée de Recherche Participative

dispensées par la CIDT, les ex-producteurs en général et particulièrement les jeunes et les femmes, se sont investis dans la production maraîchère et vivrière, en réponse à la crise cotonnière. Ainsi dans les villages de Zatta et Kpoussoussou, plus de 60% des anciens cotonculteurs produisent aujourd'hui le maraîcher et le vivrier essentiellement destinés à la commercialisation. Les propos de K.A.^[8], sont illustratifs : « *C'est les gens de CIDT là qui nous ont appris à mettre engrais, à pomper nos champs. C'est ça même qui nous permet de faire champ de tomate aujourd'hui* ».

Quant aux manœuvres agricoles qui tiraient une grande partie de leurs revenus de la culture cotonnière et présents à toutes les étapes de l'exploitation, il leur est devenu assez difficile de se procurer de l'emploi.

La crise cotonnière est aussi une crise de l'emploi dans le monde rural. Les mutations en cours dans la zone rurale ne touchent pas que les paysans. On peut aussi évoquer entre autres la reconversion des anciens employés de l'usine d'égrenage^[9].

2.1.1.3 Le cas des employés de l'usine d'égrenage

L'exploitation du coton a favorisé un nombre considérable d'emploi dans les campagnes de Yamoussoukro. Ainsi, en plus des paysans, l'usine d'égrenage de coton de Zatta employait des ouvriers. Le monde rural a donc connu une animation particulière durant l'époque d'exploitation cotonnière. Ce fut le cas des villages situés sur l'axe Yamoussoukro-Bouaflé tels que Yabra, Zatta, Toumbokro qui hébergeaient les ouvriers de l'usine. La fermeture de cette unité de production a eu des impacts négatifs au plan socio-économique et culturel. En effet, 95% des employés de l'usine ont été licenciés et les autres réaffectés dans d'autres régions. L'activité économique locale (restauration, transport...) générée par la présence de salariés est au ralenti. Cependant, plus de 70% de ces employés sont restés en zone rurale et y pratiquent désormais l'agriculture. C'est le cas de T.S.^[10] ; ce quinquagénaire rencontré à Zatta qui, à travers ses propos, reste nostalgique des périodes de plein fonctionnement de l'usine : « *Je me suis installé dans ce village avec ma famille en 1985. Je travaillais à l'usine en tant qu'ouvrier. En tout cas j'avais un salaire qui me permettait de m'occuper de ma famille. J'avais un champ qui me permettait de survenir aux besoins alimentaires. Aujourd'hui la situation est difficile à cause de l'usine qui est fermée. Je ne peux même plus payer la scolarité de mes enfants. Mes anciens collègues et moi sommes dans une situation de pauvreté depuis que l'usine est fermée* ».

A côté de ces anciens ouvriers restés dans le monde rural, une minorité s'est orientée dans la zone urbaine à la recherche d'un emploi salarié. En son temps certains avaient pu s'intégrer dans le tissu urbain à la faveur du transfert effectif de la capitale à Yamoussoukro. Aujourd'hui nombreux sont ceux qui sont réduits au secteur informel. Au delà de la reconversion des paysans et des employés de l'usine d'égrenage de Zatta, l'on observe des mutations au niveau de la division socio-culturelle du travail.

⁸ K.A. est un Jeune autochtone baoulé de Zatta

⁹ Les employés de l'usine d'égrenage habitaient pour la plupart à Zatta.

¹⁰ T.S. est un allogène burkinabé rencontré à Zatta.

2.1.2 Les mutations au niveau de la division socio-culturelle du travail

Dans la région de Yamoussoukro, la gestion des exploitations de café, de cacao et plus récemment celles du coton relève des aînés sociaux. Les cadets et les femmes, qui d'ailleurs effectuent l'essentiel des travaux, représentent en quelque sorte une main-d'œuvre ou même des exécutants. Ils aident donc les chefs de ménages dans leurs tâches. Une division sociale du travail est à noter dans l'exécution des travaux champêtres. Alors que les hommes s'occupent des plantations de café et de cacao, le vivrier est réservé aux femmes. Après la préparation du champ et les semences, les hommes cèdent les tâches d'entretien et parfois la récolte du vivrier aux femmes.

Ces dernières années, l'on observe des changements importants en cours dans la localité. Autrefois réservés aux allochtones et allogènes, les bas-fonds sont aujourd'hui exploités par toutes les franges de la population ; les autochtones et les nouveaux arrivants (déscolarisés, chômeurs, retraités)^[11] se sont ajoutés à ces derniers. Le vivrier n'est plus exclusivement le fait des femmes. En effet, les difficultés rencontrées par les cultures de rente (café, cacao et coton) ont poussé les hommes à s'investir dans le vivrier au côté des femmes. L'économie marchande dont fait l'objet le vivrier, explique cette motivation de la gente masculine. La division socio-culturelle du travail n'existe pratiquement plus dans le domaine agricole local ; comme l'exprime bien K.K.^[12] : « *Depuis que les gens font champs de tomate pour vendre là, nos enfants ne nous respectent plus. Même nos femmes sont dedans. Ils ne veulent plus nous aider pour faire champ d'igname. C'est tomates qui les intéressent, alors qu'ils ne mangent pas tomate là pour dormir* ».

Les vivriers et le maraîcher connaissent une expansion spectaculaire en raison de l'urbanisation et de la croissance démographique. Ils sont passés de simples cultures d'autoconsommation ou de soudure à de véritables cultures de commerciales. Du point de vue économique, ces spéculations sont moins contraignantes en matière d'investissement (intrants, semences). De plus, leur commercialisation contrairement au coton, est plus libérale.

2.1.3 La commercialisation du vivrier et du maraîcher

La modernisation de l'agriculture à travers la culture du coton a eu des effets sur le vivrier et le maraîcher. Les innovations et autres techniques culturales ont eu pour conséquence la croissance de la productivité. Dans ce contexte se sont mis en place des circuits de commercialisation du vivrier et du maraîcher. Cette activité est en pleine expansion dans la Région du Bélié (Yamoussoukro). Détenu par les femmes à 90%, ce commerce a pris de l'ampleur suite à l'effondrement des prix du café et du cacao autour des années 80 et plus récemment, à la crise cotonnière locale. Ces différentes crises

¹¹ Les nouveaux arrivants sont les populations qui sont restées en dehors de leurs villages et de la gestion foncière locale. Ils ont très souvent des difficultés à s'insérer dans le tissu socio-économique en raison des problèmes qu'ils ont à accéder à la ressource foncière. Ils sont obligés de se contenter des parcelles de peu d'intérêts pour les populations locales comme les bas-fonds par exemple.

¹² K.K. est un notable de Kpoussoussou.

ont eu pour incidences le développement du vivrier marchand et du maraîcher. On peut même parler d'une révolution vivrière et maraîchère ^[13] à Yamoussoukro. Corrélativement à l'essor de ces spéculations agricoles se développe le commerce. Yamoussoukro dispose d'une structure étatique en matière de commercialisation du vivrier, représentée par l'Office d'aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV). Il est à noter également l'existence de coopératives de commercialisation de vivriers dont la Coopérative de Commercialisation de Vivriers de Yamoussoukro (CCVY), la Société Coopérative des Producteurs et Collecteurs de Vivriers de Yamoussoukro (SOCOPROCOVI-SCOOPS).

2.2 La nouvelle dynamique foncière liée à l'adoption et au déclin de la cotonculture

Au-delà des mutations socio-économiques, l'abandon de la production cotonnière dans la zone de Yamoussoukro a eu pour conséquences une nouvelle dynamique foncière. Cela se perçoit à travers une nouvelle forme de conquête agraire et la marchandisation du foncier.

2.2.1 Une nouvelle forme de conquête agraire

Le développement de la culture du coton dans les années 1990 a induit des changements importants dans la gestion foncière locale. Aujourd'hui encore, et même avec l'arrêt de la production de cette spéculation, ses impacts au plan foncier sont perceptibles à travers le recours aux sols jadis jugés peu attractifs ou impropres à l'agriculture. La première colonisation des régions forestières du sud fut le fait des exploitants de cultures pérennes. L'introduction du coton dans ces localités se présente comme une autre forme de conquête de ces zones. Elle a permis une certaine revalorisation des terres de savane peu attractives et mises en friche parce qu'impropres à la culture du café et du cacao. Avec le développement de la filière coton, les populations allochtones et allogènes venues des zones de savanes se sont installées dans la zone rurale à la recherche de terres pour le coton. Cette localité de Yamoussoukro devient dès lors un "front pionnier agricole" pour les cotonculteurs. Les jachères de plantations de café et de cacao détruites par les feux de brousse et la sécheresse sont de plus en plus convoitées. Les nouvelles terres conquises pour le coton permettent également d'exploiter le vivrier ; par effet d'entraînement. En rotation avec le coton, les cultures vivrières bénéficient des techniques culturales et des intrants approvisionnés par la culture du coton. Cela a été possible grâce à la CIDT, qui a pour mission de promouvoir le coton et le vivrier en assolement. Cette situation a eu pour effet une forme de pression foncière.

Au-delà des terres de savane peu attractives pour les cultures pérennes et le vivrier, les bas-fonds sont de plus en plus exploités surtout avec la crise cotonnière dans la localité. En effet, l'arrêt des activités de la CIDT et donc la mévente du coton a entraîné une reconversion des ex-producteurs. Ces derniers, pour compenser ou maintenir les revenus dont ils bénéficiaient de la vente du coton, se tournent aujourd'hui vers les spéculations à forte valeur économique comme le maraîcher. Dans ces conditions les bas-fonds connaissent une

animation particulière. La course pour l'obtention d'une parcelle sur ces espaces prend de l'ampleur. Ainsi, en plus des premiers producteurs de maraîchers, viennent s'ajouter les paysans de la filière cotonnière. Les propos de Y. A ^[14] sont illustratifs : « Avant, les bas-fonds là, on faisait rien avec ça. Ce sont les dioula qui aimaient travailler dedans. Mais depuis qu'affaire de coton est finie ici là, tout le monde, même les baoulé veulent travailler dans bas-fond pour faire tomate et gagner de l'argent. Sinon avant on ne savait pas que bas-fond était important comme ça. Maintenant même on gagne plus place ».

Les bas-fonds, plus que les plateaux font l'objet d'une revalorisation avec l'entrée des ex cotonculteurs dans le domaine du maraîchage (tableau 1).

Tableau 1: Rapport maraîchers / anciens cotonculteurs dans l'occupation des bas-fonds.

Localités	Echantillon de maraîchers	Anciens cotonculteurs
Petit Bouaké (Yamoussoukro)	41	11
Zatta	30	13
Kpoussoussou	37	9
Totaux	108	33

Source: Données d'enquêtes

Comme présenté dans le tableau, 30,55 % des maraîchers interrogés sont des anciens cotonculteurs. La tendance est plus forte à Zatta du fait que l'usine d'égrenage y était installée et donc la localité regroupait beaucoup de cotonculteurs ainsi que des employés de l'usine qui aujourd'hui pratiquent le maraîchage. Concernant Petit Bouaké ^[15] et Kpoussoussou, il s'agit de la zone périurbaine où pour répondre aux besoins croissants en rapport avec les nouvelles habitudes alimentaires des citoyens, des anciens cotonculteurs se sont reconvertis en maraîchers. Toutes ces transformations influencent du coup le mode de gestion de la terre, plus que jamais sollicitée.

2.2.2 La marchandisation du foncier

Le développement de la cotonculture a connu un essor en la faveur des actions de la Direction régionale de la CIDT de Bouaflé et surtout la création de l'usine d'égrenage de Zatta en 1978. Cette période coïncide avec la crise économique des années 80 dont les conséquences furent entre autres, la baisse des prix des matières premières agricoles, l'augmentation du taux de chômage, les licenciements massifs. Dès lors, de nombreux acteurs se tournent vers l'exploitation du coton qui du coup devient un investissement sûr en milieu rural. Cette situation nouvelle a des répercussions sur les modes d'accès au foncier jadis pratiqués dans la localité. En effet, les populations autochtones baoulé cédaient gratuitement les parcelles pour la pratique du vivrier essentiellement destiné à l'autoconsommation.

En ce qui concerne le coton, il est considéré par les autochtones comme une culture d'exportation et donc source de revenu important. Par ailleurs, s'inspirant des expériences

¹³ Cette révolution du vivrier et du maraîcher se traduit pas un fort recours des paysans à ces deux types de cultures dans la localité ces dernières années.

¹⁴ Y.A. est un jeune agriculteur autochtone rencontré à Kpoussoussou.

¹⁵ Petit-Bouaké est un sous-quartier de Yamoussoukro.

des zones d'économie de plantation du sud et de l'ouest ^[16], leurs terres ne peuvent plus être cédées gratuitement. Dès lors on observe dans les régions de savane, une ébauche de monétarisation de l'accès à la terre, qui est certainement mise en rapports, comme en zone forestière, avec les cultures commerciales. Dans ces conditions de développement du coton, la terre n'est plus comme un bien collectif permettant de survenir aux besoins de subsistance, mais plutôt comme une source de revenu et de profit, stimulant de ce fait les transactions monétarisées. La variable argent est ainsi introduite dans les clauses qui régissent l'accès à la terre, comme le traduisent bien les propos de T.S. : « *Avant, les vieux du village nous donnaient bas-fonds là cadeau. Mais depuis un temps, ils donnent à eux-mêmes, leurs enfants ou bien ils demandent de l'argent. Affaire d'argent là même, ce sont les fonctionnaires qui viennent faire champ là qui ont tout gâté. Eux, ils ont l'argent pour payer, donc quand ils viennent là, les vieux du village préfèrent leur donner bas-fond pour nous laisser. Ce n'est pas bien comme ça. On est obligé de négocier doucement pour avoir petit coin pour louer et faire notre tomate* ».

Le développement du coton est donc l'un des déterminants des premières transactions marchandes du foncier dans cette localité. A la suite de cette spéculation, le vivrier marchand et le maraîcher sont soumis aux mêmes conditions d'accès à la ressource foncière locale. Le coton n'est plus produit dans cette zone, cependant les modifications de règles foncières liées à son adoption demeurent. De plus en plus, la terre est mise en location ou prêtée selon qu'il s'agit d'un allochtone/allogène ou d'un fils du village. Ainsi pour la location, les prix pratiqués annuellement entre autochtones et étrangers sont compris entre 15000 et 25000 francs CFA pour une parcelle de 0,5 à 1 hectare. Quand il s'agit d'un autochtone demandeur, la parcelle lui est prêtée sans contrepartie. Cependant de plus en plus, les propriétaires terriens préfèrent mettre leurs terres à la disposition de leurs enfants ou encore les louer surtout quand il s'agit d'acquéreurs nantis afin de tirer le maximum de profit de leur patrimoine foncier. De par leur capital économique, ces derniers influencent les pratiques foncières. Cette situation provoque une inégalité d'accès à la ressource foncière au détriment des paysans pauvres ; limités à l'agriculture d'autoconsommation. Ainsi par exemple le métayage permanent prend la forme de ferme en ce sens que les loyers et autres dons en nature que les exploitants faisaient à leurs tuteurs (propriétaires terriens) sont maintenant versés en espèce.

3. Discussion

3.1 La crise de la cotonculture : moteur du développement du maraîcher et du vivrier marchand dans la localité

L'arrêt de la production du coton et surtout la fermeture de l'usine d'égrenage ont impacté négativement certaines activités économiques (la restauration, le transport) et socio-culturelles. D'ailleurs des auteurs plus sceptiques comme MAGRIN G. (2000) avancent que le développement de cette spéculation est préjudiciable à la sécurité alimentaire et donc

au développement rural ; en raison du temps de travail qui lui est consacré et de son incidence sur la biodiversité (pollution chimique). Dans certains cas, c'est plutôt la crise de la filière cotonnière qui entraîne l'insécurité alimentaire.

Au-delà de ces mauvaises expériences connues dans certaines parties de l'Afrique, la cotonculture se présente comme un moteur de la sécurité alimentaire ; comme le traduit bien SCHWARTZ A. (2000), traitant de l'exemple du Burkina Faso. En effet, le coton a favorisé la vulgarisation de techniques culturales et surtout un progrès du savoir-faire des paysans. Cette situation a été possible grâce à l'encadrement des agents de la CIDT, qui tout en promouvant la cotonculture, ont contribué indirectement au développement du vivrier et du maraîcher. Les techniques et les expériences acquises à l'occasion de la production cotonnière ont également servi de leviers aux paysans pour impulser la production du maraîcher et du vivrier marchand. En cela, SCHWARTZ A. (1996, p 153) affirme que « *partout où elle est pratiquée, cette culture a entraîné une modernisation des techniques de production* ». Traitant de l'expérience centrafricaine, MBETID-BESSANE E. et HAVARD M. (2013) estime que le coton a connu un succès inégal parmi les activités agricoles et a participé au développement rural du pays par son rôle moteur dans la diffusion des innovations techniques. L'encadrement technique de la culture cotonnière a profondément modifié le système de production agricole dans le monde rural ; en raison du progrès du savoir-faire favorisé par la culture de cette spéculation. Ce progrès du savoir-faire consiste en l'ouverture d'esprit, l'amélioration du niveau des connaissances et des compétences des paysans. Dès lors, l'exploitant fait une bonne planification de l'ensemble des opérations culturales dans le temps et dans l'espace ; à travers la rotation des cultures par exemple. A cet effet, la CIDT encourage l'exploitation du coton et du vivrier en assolement.

Avec la crise cotonnière que connaît la Côte d'Ivoire et particulièrement la zone de Yamoussoukro, les paysans, sans faire table-rase des systèmes agraires et de production imposés par le coton, ont adopté d'autres techniques en matière d'utilisation des parcelles cultivées. De fait, les ex-cotonculteurs, pour la grande majorité utilisent les outils modernes (atomiseurs, tracteurs) acquis durant les « *périodes cotonnières* » pour l'exploitation de nouvelles spéculations (le riz irrigué et le maraîcher par exemple). Cette modernisation de l'agriculture a pour impact l'intensification des exploitations autrefois extensives et dévoreuses d'espace. Les pratiques d'intensification deviennent une réalité « *en raison du nombre croissant de paysans instruits* » (AFFOU Y.S.1990, p 9). Ces paysans instruits sont les jeunes déscolarisés, les cadres, les retraités, mais également les anciens producteurs de coton instruits aux techniques agricoles par la CIDT.

Au delà de l'apport technique de la cotonculture, on note des modifications du système de culture. La crise cotonnière a entraîné la réduction, voire l'abandon des superficies jadis réservées à cette spéculation. Le vivrier pluvial (maïs, manioc, igname) occupe des anciennes parcelles de coton. Cependant, en situation de non utilisation d'intrants pour ces spéculations, « *la jachère est le moyen le plus économique et le plus efficace en terme agronomique pour maintenir les aptitudes*

¹⁶ Les populations des zones de savane et général et les baoulé en particulier immigrer chaque année vers les régions forestières du pays. Ils sont témoins des transactions foncières marchandes qui s'y pratiquent.

culturales » (LAVIGNE DELVILLE Ph., 1998, p 239). La poussée démographique et donc la pression foncière actuelle ne permet certes pas de longues jachères mais ce système agraire demeure l'un des moyens de fertilisation du sol.

L'encadrement technique issu de la culture du coton a apporté des innovations et modifié le système de production dans la région de Yamoussoukro. Le poids de la culture du coton sur les pratiques agricoles est à la base des mutations observées sur le système agraire en cours dans la localité. Bien plus, la crise cotonnière dans la sous-préfecture de Yamoussoukro a impulsé le développement du maraîcher et du vivrier marchand. De fait, les paysans, forts des expériences et autres techniques culturales acquises sous l'ère cotonnière, ont su développer des stratégies d'adaptation et de résilience en recourant à ces deux spéculations financièrement plus rentables.

3.2 De la transformation de l'organisation sociale et des règles de gestion foncière

La crise cotonnière dans la sous-préfecture de Yamoussoukro a induit le développement du maraîcher et du vivrier marchand dans le monde rural. L'adoption de ces nouvelles cultures se présente comme un moyen de transformation des règles foncières. En cela, BABO A. (2003, p 110) affirme que « *les nouvelles cultures et leurs impacts sur l'organisation locale entraînent la mise en œuvre de nouvelles règles foncières* ». Les populations de la localité, face aux exigences du coton ont mis en pratique de nouvelles formes d'accès au foncier. La crise de la filière cotonnière n'a cependant pas provoqué de facto l'abandon des parcelles exploitées par les paysans. Bien au contraire, elles sont destinées à la production vivrière (maïs, manioc, etc.) qui eux-mêmes connaissent un succès sur le marché local et national. D'ailleurs dans cette région du pays, l'économie agricole est à majorité vivrière, avec l'émergence au lendemain de la décennie 90 de l'économie du manioc telle que évoquée par CHALEARD J.L. (1996). Il y a ainsi « *le développement de l'économie marchande qui est guidée par la recherche du profit au détriment de l'économie de subsistance et dans une région où la terre est de plus en plus valorisée, le régime foncier subit nécessairement de profondes transformations* » (KOHLENER J.M., 1986, p 17).

Le coton a certes cédé la place au vivrier marchand mais il demeure une variable importante des mutations foncières enregistrées dans cette localité ces dernières décennies. De fait, en l'absence du café et du cacao dans cette zone, le coton s'est présenté comme la principale culture d'exportation capable de générer des devises dans le monde rural. Or avec la crise de la filière cotonnière, les populations ont eu recours au vivrier et surtout au maraîcher ; comme stratégie d'adaptation à la situation du moment. La ruée vers les bas-fonds constitue en quelque sorte une nouvelle forme de conquête de terre et cela se traduit surtout par le fait que les spéculations produites sur ces parcelles sont essentiellement destinées à la commercialisation. La crise cotonnière en cours dans la localité a amplifié cette course aux bas-fonds d'une part parce qu'au plan économique, le maraîchage procure des revenus importants. Pour FROMAGEOT A. (2006, p 32) « *les terroirs maraîchers sont enfin d'autant plus recherchés qu'ils sont rémunérateurs et leurs productions pallient pour partie les*

revenus aléatoires ». Les maraîchers de contre saison qui sont produits sur ces parcelles sont des « *plantes à forte valeur ajoutée* » (LAVIGNE DELVILLE Ph., Op cit, 1998, p 269). Au plan technique, il est à noter que le matériel agricole et les techniques culturales utilisés pour le coton sont facilement applicables dans le domaine du maraîchage.

La mise en valeur des bas-fonds et donc l'essor du maraîchage a souvent provoqué des conflits familiaux et inter-villages dans la mesure où en général les limites des terroirs villageois sont matérialisées par des cours d'eau. Ces portions de terres entre terroirs villageois qui étaient inexploitées et maintenues dans une "zone grise" posent problème aujourd'hui en raison du dynamisme dont elles font l'objet dans la localité. BABO A. (op cit, 2003, p 104), traitant de la zone de Sakassou et de Béoumi affirmait que « *autrefois gérés par le chef ou le conseil de village, le bas-fond est de plus en plus émietté et reparti entre riziculteurs* ». Cette nouvelle dynamique foncière se justifie surtout par le fait que les bas-fonds sont rémunérateurs pour les usagers, alors qu'ils sont peu nombreux face à leur forte demande.

3.3 La crise cotonnière: facteur de changement social dans la localité

La crise de la filière cotonnière dans la sous-préfecture de Yamoussoukro peut être interprétée comme un facteur de changement social dans la localité. ROCHER G. (1968 : pp 20-21) définit les critères du changement social et retient entre autres le caractère collectif, la modification de l'organisation sociale, son identification dans le temps ainsi que sa permanence.

En effet, un phénomène collectif a été induit par l'exploitation du coton ainsi que la crise qui s'en est suivie. Ce phénomène collectif s'observe à travers le recours à de nouvelles techniques culturales, la mise en valeur des bas-fonds, la location des terres ainsi que l'exploitation du maraîcher et du vivrier marchand. Comme la mode ou encore la nouvelle tendance, les populations locales ont adopté cette dynamique agricole. Au-delà de ce phénomène collectif, les structures sociales connaissent une certaine modification. Celle-ci est traduite par l'émergence des jeunes et des femmes dans la zone rurale qui jadis était dominée par les aînés sociaux. L'exploitation du maraîcher et du vivrier échappe en quelque sorte aux aînés qui autrefois étaient en amont et en aval de la production agricole. Cette situation traduit également l'évolution dans le temps des structures sociales. L'on observe le passage d'une période où les jeunes et les femmes n'étaient que des exécutants, au service des aînés sociaux à une période où ils s'autonomisent. Il y a en quelque sorte un effritement, une désorganisation de la structure sociale où les aînés sociaux ne disposent plus de leur pleine autorité d'antan. L'agriculture vivrière, d'autosubsistance qui fonctionnait sur des bases communautaires et dont les aînés étaient les garants, fait de plus en plus place à une agriculture monétarisée et individualisée détenue par les jeunes et les femmes. Cela devient d'ailleurs une constance et est donc permanent dans cette localité. L'on peut dès lors comparer ces changements sociaux à ceux intervenus dans la société Gouro durant la période post-coloniale : « *elle (société gouro) ne se préserve qu'en s'accrochant à l'agriculture vivrière, dernier retranchement de l'économie de subsistance. Mais son*

organisation communautaire est déjà en voie d'être désagrégée par la généralisation des échanges, la commercialisation des produits alimentaires (...) » (MEILLASSOUX C., 1999, p 352).

Toute cette dynamique socio-économique décrite plus haut dénote du changement social induit par le développement du maraîchage et du vivrier marchand sous l'influence de la crise cotonnière dans la zone rurale de Yamoussoukro.

4. Conclusion

La culture du coton s'est développée dans la sous-préfecture de Yamoussoukro en faveur des actions de la CIDT. Ces dernières années, cette filière connaît des difficultés et est même abandonnée. Malgré tout, elle est à la base de nombreuses innovations dans le monde rural. Le "déclin" du coton a par ailleurs induit d'importantes mutations socio-économiques. Dans cet article, il est question pour nous d'analyser les stratégies adaptatives sous-jacentes à ces mutations agricoles ainsi que la nouvelle dynamique socio-foncière qui en découle.

Les résultats de la recherche confirment le déclin de la cotonculture dans la sous-préfecture de Yamoussoukro a provoqué des mutations socio-foncières importantes dans cette localité. La crise cotonnière y a ainsi déclenché le développement du maraîchage et du vivrier. De plus, tout en impactant l'organisation sociale et les règles de gestion foncière, elle se présente comme un facteur de changement social. Dans ces conditions, les acteurs locaux développent des logiques et stratégies de résilience ou d'adaptation au contexte actuel. L'analyse de ces logiques et stratégies sur la scène socio-foncière locale apparaît pertinente en termes de changements au sein des populations.

5. Références

1. Affou YS. La relève paysanne en Côte d'Ivoire. Etudes d'expériences vivrières, Karthala-Orstom, Paris, 1990, 228.
2. Babo A. Dynamique sociale et mutations dans le système de gestion du foncier en zone de savane : une réflexion à partir des cas des villages baoulé de Allokrokro, Kouakro, Mandéké et Sahounty Côte-d'Ivoire, Thèse de doctorat, Université de Bouaké, 2003.
3. Berti F. Le coton dans le monde, place du coton africain et principaux enjeux in Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement, 2006 ; 10(4) :271-280.
4. Chaleard JL. Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire, Karthala, Paris, 1996, 661.
5. Fromageot A. Agriculture et conflits en Côte d'Ivoire : terroirs maraîchers, territoires disputés in Géococonfluences: Afrique subsaharienne : territoires et conflits, CNRS, 2006, 31-39.
6. Lavigne Delville Ph., Sécurité foncière et intensification in Quelles politiques foncières pour l'Afrique rurale ? Réconcilier pratiques, légitimité et légalité, KARTHALA et Coopération française, 1998, 264-288.
7. Magrin G. Insécurité alimentaire et culture cotonnière au sud du Tchad : des relations complexes », Cahiers d'études africaines En ligne, 159|2000, mis en ligne le 20 2013, consulté le 20 janvier 2017. URL

8. Mbetid-Bessane E. et Havard M. Stratégies adaptatives et viabilité des exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale in Agronomie Africaine. 2013; 25(2) :171-185.
9. Meillassoux C. Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire : de l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale, éditions EHESS, Paris, 1999, 382.
10. Rocher G. Introduction à la sociologie Générale : le changement social, Tome 3, Editions HMH, Ltée., 1968, 318.
11. Schwartz A. Pratiques paysannes et gestion de la fertilité des terres sur les exploitations cotonnières dans l'ouest du Burkina Faso in Cahiers des Sciences Humaines. 1999; 32(1):153-175.
12. Schwartz Alfred. Culture du coton, sécurité alimentaire et développement durable dans les savanes de l'Afrique subsaharienne: l'exemple du Burkina Faso in Sécurité alimentaire et développement durable; Paris (FRA); Paris: Technique et Documentation-Lavoisier; Fondation Singer-Polignac, 2000, 189-198.